

BILAN DE MANDAT

2014 - 2019

Bilan élaboré d'après les rapports d'activités des services des années 2014 à 2019

**Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale
des Pyrénées-Atlantiques**

Maison des Communes
Cité administrative - Rue Auguste Renoir - CS 40609
64006 PAU Cedex



Edito du Président



La fin du mandat est l'occasion de faire une rétrospective et un bilan des six années écoulées.

Ce mandat a été riche en événements et en transformations pour l'établissement.

Le mandat précédent avait déjà connu de profondes mutations avec la création de nouvelles missions et de nouveaux services du CDG 64 qui s'étaient accompagnés d'une augmentation des effectifs du CDG.

L'objectif constant de ce mandat était d'améliorer l'efficacité et la qualité du service proposé aux collectivités. Pour y parvenir, un projet d'amélioration des services a été mis en œuvre entre 2014 et 2018. Il a visé à mettre en adéquation les méthodes de travail et les avancées technologiques : informatisation, dématérialisation, sécurisation des procédures, meilleure communication, évaluation des actions.

Ce projet d'établissement a permis d'impulser d'importants projets. Pour n'en citer que quelques-uns :

- La refonte du site Internet, qui devient un vrai outil de travail et d'échanges avec les collectivités,
- La dématérialisation des échanges, avec par exemple, la saisine en ligne du Comité Technique Intercommunal, la dématérialisation en matière d'aide au recrutement, la création d'un portail Santé au travail,
- L'acquisition d'un nouveau logiciel pour la Gestion des carrières,
- De nouveaux accompagnements proposés, notamment un accompagnement sur la thématique des risques psychosociaux,
- De nouvelles missions mises en œuvre : la gestion des Commissions Consultatives Paritaires dédiées aux agents contractuels, la médiation préalable entre agent et employeur, le référent déontologue, laïcité et alerte éthique...
- Une mutualisation des actions régionales intensifiée avec la signature de la charte de coopération entre les 12 CDG de Nouvelle Aquitaine.

De nombreux projets entamés sur ce mandat se poursuivent et il convient de souligner que le Conseil d'Administration du CDG 64 a souhaité mettre en œuvre cette dynamique d'amélioration tout en maintenant inchangé le taux des cotisations versées par les collectivités affiliées.

Le cœur de métier du CDG est d'accompagner au mieux les employeurs territoriaux dans la gestion de leurs ressources humaines. C'est par ce biais que nous parviendrons ensemble à développer un service public de qualité et toujours plus performant.

Bien à vous,

Michel HIRIART

Collectivités affiliées

Représentants des Communes

Titulaires

ARRIBAS-OLANO Patricia, Adjointe au Maire de SAINT-JEAN-DE-LUZ
AUSSANT Claude, Maire d'ARUDY
BAUCE Michelle, Adjointe au Maire de LAGOS
BERNOS André, Maire d'AGNOS
CASSOU Michel, Maire de PARDIES-PIÉTAT
COUROUAU Francis, Conseiller municipal d'ARUDY
DELGUE Lucien, Maire d'ARMENDARITS
DESSÉRÉ Jean-Michel, Maire de LEMBEYE
FERRATO Claude, Maire d'ARESSY
FINZI Arthur, Maire de SAINT-CASTIN
FOURCADE Anne-Marie, Maire de MONTARDON
GARCIA Philippe, Maire d'ARTHEZ-DE-BEARN
GRATACOS Joël, Adjoint au Maire de LESCAR remplacé par
HUNAULT Francis, Maire de NAVAILLES-ANGOS (Oct. 2014)
HIRIART Michel, Maire de BIRIATOU
INCHAUSPÉ Beñat, Maire d'HASPARREN

IRUMÉ Jacques, Maire d'IROULÉGUY
OLIVE Claude, Maire d'ANGLET remplacé par
MILLET-BARBÉ Lucius, Conseiller municipal d'ANGLET (Mai 2015)
PATRIARCHE Nicolas, Maire de LONS
SANZ Alain, Maire de RÉBÉNACQ
VIGNAU Alain, Maire de BEUSTE

Représentants des Établissements publics

BEHOTÉGUY Maïder, Vice-présidente - CA du PAYS BASQUE
LACRAMPE Daniel, Président - CC du HAUT-BÉARN
MIMIAGUE Jean-Pierre, Président - CC des LUYS EN BEARN

Représentants des Communes adhérentes et du Département

CABANE Marc, Adjoint au Maire de PAU
DURRUTY Sylvie, Adjointe au Maire de BAYONNE
BERGÉ Geneviève, Conseillère départementale des Terres des Luys et Coteaux du Vic-Bilh
LAHORE Isabelle, Conseillère départementale des Pays de Morlaàs et du Montanèrès

remplaçant :
a/c mars 2015

COILLARD Stéphane,
Conseiller général de Morlaàs
PETCHOT-BACQUÉ Christian,
Conseiller général de Nay Est

Représentants des Établissements publics

BERNOS Michel, Vice-Président - CA de PAU-BÉARN-PYRÉNÉES
POCQ Jean-Bernard, Vice-Président du CCAS de BAYONNE

Suppléants

DE CORAL Odile, Maire d'URRUGNE

JACOTTIN Arnaud, Adjoint au Maire de BILLÈRE
DUIZIDOU David, Maire de THÈZE
DEMAISON Idelette, Maire de BELLOCQ
CUYAUBÉ Michel, Maire de SÉVIGNACQ
MARTINS Isabelle, Conseillère municipale de BILLÈRE
CALDERONI Jean-Louis, Adjoint au Maire de BIZANOS
CASSOU-LALANNE Claude, Maire de CLARACQ
GAIRIN Marc, Maire de MOMY
IRIGOIN Didier, Maire de BÉGUIOS
RHAUT Jean-Christophe, Adjoint au Maire d'ASSAT
SALANAVE-PÉHÉ Yves, Maire de MONEIN
HUNAULT Francis, Maire de NAVAILLES-ANGOS remplacé par
GARGUIL Jean-Pierre, Adjoint au Maire de LONS (Oct. 2014)
ECHEVERRIA Philippe, Maire d'ARCANGUES
CAUHAPÉ Pierre-Félix, Maire de LESCUN remplacé par
BREQUE Michel, Adjoint au Maire de PARDIES-PIÉTAT (Mai 2019)
CARASCO Olivier, Conseiller municipal de MAULÉON-LICHARRE
MILLET-BARBÉ Lucius, Conseiller municipal d'ANGLET remplacé par
DALÉAS Annie, Adjointe au Maire de LONS (Mai 2015)

HORROD Vanessa, Adjointe au Maire de LONS
ARRIBES André, Maire de BIZANOS
MANDAGARAN Arnaud, Maire d'AMENDEUX-ONEIX

ESCALÉ Francis, Conseiller communautaire - CC du PAYS DE NAY
CANTON Marc, Conseiller communautaire - CC du PAYS DE NAY
CASaubON Jean-Paul, Président - CC de la VALLÉE D'OSSAU

Collectivités adhérentes

29 administrateurs titulaires
25 administrateurs suppléants

19 réunions du Bureau
19 réunions du Conseil d'Administration

80 % des administrateurs présents
295 délibérations adoptées

POUEYTO Josy, Administratrice du CCAS de PAU
DAGUERRE Régine, Membre du conseil d'administration du CCAS de BIARRITZ

Bureau



Président
Michel HIRIART
Maire de BIRIATOU



1er Vice-président
Béñat INCHAUSPÉ
Maire d'HASPARREN



2e Vice-président
Lucius MILLET-BARBÉ
Conseiller municipal
d'ANGLET



3e Vice-présidente
Michelle BAUCE
Adjointe au Maire
de LAGOS



4e Vice-président
Arthur FINZI
Maire de SAINT-CASTIN



1er administrateur
Jean-Pierre MIMIAGUE
Président de la
Communauté de
Communes des LUYS EN
BÉARN



2e administrateur
Alain VIGNAU
Maire de BEUSTE



3e administrateur
Nicolas PATRIARCHE
Maire de LONS

2014-2019 EN CHIFFRES

NOMBRE DE COLLECTIVITÉS AFFILIÉES ET ADHÉRENTES

888

en 2014



825

en 2019

NOMBRE DE FONCTIONNAIRES GÉRÉS

9056

en 2014



9700

en 2019

PERSONNEL EMPLOYÉ PAR LE CDG 64 SUR EMPLOI PERMANENT

69

en 2014



72

en 2019

NOMBRE DE CONTRACTUELS GÉRÉS

1300

en 2014



2255

en 2019

2014-2019 LES TEMPS FORTS

2014

- ▶ **Matinée d'accueil des nouveaux élus renforcée par un parcours de formation à la gestion des ressources humaines pour les employeurs territoriaux de moins de 50 agents**
- ▶ **Élections professionnelles : près de 12 000 électeurs**
- ▶ **Installation du CHSCT intercommunal issu de la loi du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social**

2016

- ▶ **Signature de la charte de coopération des CDG de Nouvelle Aquitaine (nouveau périmètre régional comptant 12 CDG)**
- ▶ **Acquisition du logiciel Agirhe permettant la dématérialisation des saisines des instances médicales**

2018

- ▶ **Élections professionnelles : près de 14 000 électeurs**
- ▶ **La gestion des dossiers des agents contractuels**
- ▶ **De nouvelles missions et de nouveaux accompagnements :**
 - » La médiation préalable obligatoire (mission proposée à titre expérimental)
 - » Le référent déontologue et laïcité (mission obligatoire)
 - » Un nouvel accompagnement des collectivités sur la thématique des risques psychosociaux (RPS)

2015

- ▶ **Renouvellement de la charte régionale de coopération des Centres de Gestion aquitains**
- ▶ **Création d'un Observatoire régional en matière d'emploi public territorial et gestion des RH, créé par les 5 CDG d'Aquitaine (mission pilotée par le CDG 64)**

2017

- ▶ **Lancement d'un nouveau site Internet du CDG 64**
- ▶ **Acquisition du progiciel Agirhe permettant la dématérialisation de la saisine du Comité Technique/CHSCT Intercommunal**

2019

- ▶ **La loi de transformation de la Fonction Publique**
- ▶ **Un référent Alerte éthique mis à disposition par le CDG pour les collectivités de plus de 50 agents à compter du 1er septembre 2019**
- ▶ **La mise en place des Commissions Consultatives Paritaires, instances de représentation propres aux agents contractuels**

LES ACTIONS TRANSVERSALES À L'ÉTABLISSEMENT

Un réseau régional et national



FNCDG ET ANCDG

2 associations nationales
qui fédèrent et orientent
l'action des CDG



UN GROUPEMENT D'INTERÊT PUBLIC INFORMATIQUE

un établissement créé en 2017
pour répondre aux besoins
spécifiques des CDG en matière
de solutions informatiques.



UNE COOPERATION REGIONALE DES CDG RENFORCEE SUR DIFFERENTS DOMAINES

Expertise juridique, concours...

Des partenariats dans de nombreux domaines



Emploi Pôle Emploi, l'Université de Pau et des Pays de l'Adour

Promotion des métiers

Plusieurs établissements de formation : ISA BTP, les lycées professionnels, les écoles de formation d'auxiliaire de puériculture et d'aides soignants...

Formations spécifiques l'INFA et le GRETA



Apprentissage et emplois aidés

La DIRECCTE, Pôle Emploi, les 4 chambres consulaires du département, le collectif des CFA des Pyrénées-Atlantiques, les Missions locales, les acteurs spécialisés dans l'insertion et la formation professionnelle des travailleurs handicapés : les Cap Emploi, le Schéma Régional pour la Formation des Personnes Handicapées en Aquitaine (SRFPH)



Santé et sécurité au travail

Le Fonds National de Prévention (FNP) et la Mutuelle Nationale Territoriale (MNT)

Handicap

Le Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique (FIPHPF)



Retraite

La Caisse des Dépôts et consignations

La gestion du droit syndical

- 2 élections professionnelles organisées sur le mandat en 2014 et 2018
- Des conventions départementales permettant de définir les conditions d'application du droit syndical qui appellent l'intervention du CDG 64
- Des groupes de travail et réunions avec les représentants des organisations syndicales : sur les critères de sélection des dossiers de promotion interne, sur la construction d'une mallette de prévention des risques psycho-sociaux à l'attention des collectivités...

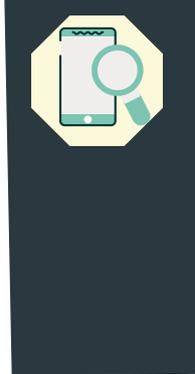


L'observation et l'analyse des données sociales



Un Observatoire départemental de la Fonction Publique Territoriale

- Renforcé par de nouvelles attributions : emploi, santé, handicap, égalité professionnelle, qualité de vie au travail, risques psycho-sociaux...
- 561 synthèses thématiques réalisées pour les collectivités : des outils conçus pour mesurer, comparer et mieux maîtriser les RH
- 3 Campagnes de collecte du Bilan social + 2 campagnes non obligatoires, proposées aux collectivités volontaires



Un Observatoire régional en matière d'emploi public territorial et gestion des RH

- Créé en 2015 par les 5 CDG d'Aquitaine. Initialement piloté par le CDG 64, il est également co-piloté par le CDG 17 depuis l'extension du périmètre régional.

+ en 2018, un nouvel applicatif aux nouvelles normes technologiques facilitant la saisie du Bilan social pour les collectivités, la collecte pour les CDG, la diffusion des études par la FNCDG et permettant de consolider les observatoires régionaux de l'emploi public territorial, tels que la loi les institue.

Le référent déontologue

- Une nouvelle mission obligatoire confiée par la loi aux CDG : la mission de **référént déontologue et laïcité** a été mise en place à compter du 1er janvier 2018. Le référent est chargé de répondre aux questions posées par les agents publics territoriaux du département sur la mise en œuvre de leurs droits et obligations.
85 demandes instruites en 2018 et 2019.

- Depuis septembre 2019, le CDG 64 propose aux collectivités soumises à l'obligation de désigner un **référént Alerte éthique**, de confier cette mission au référent désigné par le Président du CDG. Ce dernier est chargé de recueillir les alertes éthiques lancées par des agents ou des collaborateurs extérieurs ou occasionnels, témoins de crimes, de délits, de violations graves et manifestes de la loi et du règlement ou de menaces ou préjudices graves pour l'intérêt général.

1 saisine du référent Alerte éthique en 2019, justifiée par des faits pénalement répréhensibles.

La médiation préalable

Une nouvelle mission facultative et expérimentale mise en place au CDG 64 en avril 2018 permettant de proposer un mode alternatif de règlement de certains différends entre un agent et son employeur dans le cadre d'un dialogue constructif.

- 290 collectivités engagées dans l'expérimentation
- 6 médiations conduites en 2018 et 2019
- + 4 saisines non recevables.

Les outils de communication

LES RÉSEAUX PROFESSIONNELS

256 rencontres / 4 462 participants
DGS-DRH, Secrétaires de mairie, Assistants et conseillers de prévention, tuteurs Emplois d'avenir et Maîtres d'apprentissage

**LE SITE INTERNET
ENTIÈREMENT REVISITÉ**

mis en ligne en septembre 2017

LE PERSONNEL TERRITORIAL

UN MENSUEL RH

Le Personnel territorial :
68 lettres mensuelles publiées à l'attention des collectivités

L'ACTIVITÉ DES SERVICES, PAR SPÉCIALITÉ

EMPLOI RECRUTEMENT

L'activité au quotidien entre 2014 et 2019

- **25** concours / **23** examens professionnels / **16** sélections professionnelles
- **Des concours spécifiques organisés** par le CDG 64 avec des centres d'épreuves dans d'autres départements : psychologue territorial (2015), ATSEM (2016)...
- **Un record d'inscriptions** sur une même opération : **1 534** candidats admis à concourir
- **7** sessions des Diplômes Universitaires
 - Cadre territorial : **128** étudiants formés
 - Métiers de l'Administration Générale Territoriale : **156** étudiants formés
- Des questions toujours soutenues sur l'emploi dans la FPT :
 - **26 502** renseignements donnés
 - **3 156** offres d'emploi diffusées
 - **1 491** demandes d'emploi
- **135** collectivités en moyenne ont fait appel au Pôle Missions temporaire chaque année
- **35** collectivités en moyenne ont sollicité le service Archives chaque année
- **24** rencontres du réseau des maîtres d'apprentissage et des tuteurs d'emploi d'avenir

Les actions à souligner entre 2014 et 2019

Création de la formation d'agent polyvalent administratif et comptable en collectivité. Dans le cadre de la convention FIPHFP, cette formation s'adresse aux personnes en situation de handicap ou d'inaptitude et permet de répondre aux besoins en recrutements des collectivités. Organisée en partenariat avec la Région Nouvelle Aquitaine et l'INFA puis le GRETA.

3 sessions - 39 personnes certifiées

+ 127 % d'accompagnements au recrutement entre 2014 et 2019 : une activité accrue ayant permis d'accompagner jusqu'à 151 recrutements en 2019

Une prestation en cours de construction sur l'archivage électronique pour les collectivités territoriales

Une coopération régionale intensifiée sur l'organisation des concours et examens professionnels : harmonisation des pratiques et mutualisation de documents de communication, régionalisation des réunions de lauréats, travail préparatoire à la mise en place d'un service interdépartemental d'organisation des concours...

SANTÉ ET CONDITIONS DE TRAVAIL

L'activité au quotidien entre 2014 et 2019

- **4 864** consultations techniques
- **68** rencontres des assistants de prévention – **581** participants
- **11** rencontres des conseillers de prévention – **127** participants
- **19 300** agents suivis médicalement en moyenne par an
- + **de 59 900** visites médicales / entretiens infirmiers réalisés
- **2 180** actions sur le milieu professionnel réalisées par les médecins et infirmières (études et aménagements de postes, visites de locaux, participations CT/CTI, CHSCT...)
- **903** agents ayant bénéficié de soutien psychologique dans le cadre de situations individuelles dégradées
- **2 320** agents accompagnés par les assistantes sociales

Les actions à souligner entre 2014 et 2019

Une nouvelle convention Santé pour répondre à la réglementation et proposer les services de l'équipe pluridisciplinaire

Une équipe pluridisciplinaire renforcée par le recrutement d'infirmières en santé au travail

2 nouveaux accompagnements des collectivités :

- accompagnement à la mise en place des CHSCT
- accompagnement sur la thématique des risques psychosociaux (mallette RPS)

Mise en place de séances de sensibilisation, les "petits-déjeuners santé et conditions de travail"

EXPERTISE JURIDIQUE ET INSTANCES CONSULTATIVES

L'activité au quotidien entre 2014 et 2019

L'expertise juridique

- **30 341** consultations traitées
- **+ 46 %** de consultations entre 2016 et 2018 (jusqu'à **5 967** consultations en **2018**)

La gestion des carrières

- Jusqu'à **9 700** dossiers de fonctionnaires gérés
- **3 241** dossiers de contractuels gérés
- **33 049** consultations traitées
- Un travail collaboratif intensifié avec les DRH, Secrétaires de mairie, membres des organisations syndicales et élus : constitution de groupes de travail et comités de pilotage (définition des critères de sélection des dossiers de promotion interne, règlement intérieur type...)

Le fonctionnement des instances consultatives

- L'organisation des élections professionnelles en 2014 et en 2018
- **78** réunions des Commissions Administratives Paritaires - 33 636 dossiers examinés
- **8** réunions des Commissions Consultatives Paritaires (instance créée en 2019)
- **35** réunions du Conseil de discipline
- **39** réunions du Comité Technique Intercommunal - près de 2 400 dossiers examinés
- **31** réunions du CHSCT intercommunal

La protection sociale et la retraite

- **29 662** consultations traitées
- 2 appels d'offres lancés pour le renouvellement du contrat groupe d'assurance statutaire "décès - invalidité - accidents imputables au service" (2016 et 2020)
- **+ de 900 agents** reçus lors des permanences retraite réalisées tous les 2 ans (2014, 2016 et 2018)

Le fonctionnement des instances médicales

- **72** réunions du Comité Médical départemental - **5 344** dossiers instruits et traités lors des séances
- **75** réunions de la Commission départementale de réforme - **1 740** dossiers instruits et traités lors des séances

Informations et réseaux...

- Le réseau des Gestionnaires de Carrière - **43** rencontres - **605** participants
- 2015 : un parcours d'accueil des agents nouvellement recrutés dans les services RH des collectivités adhérentes et affiliées employant plus de 100 fonctionnaires pour faciliter la prise de fonctions

Les actions à souligner entre 2014 et 2020

Une activité rythmée par d'importantes réformes impactant les carrières des agents et les Ressources Humaines

- 2014 : réforme des carrières des agents de catégorie B et C
réforme des rythmes scolaires
- 2015 : impact de la loi Notre sur la situation des agents territoriaux
suppression de la notation et remplacement obligatoire par un entretien professionnel : accompagnement à la généralisation des entretiens professionnels (outils méthodologiques et formation)
- 2016 : mise en œuvre du nouveau régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP)
- 2016 à 2020 : Protocole d'Accord sur les Parcours Professionnels, les carrières et les rémunérations (PPCR)
- 2019 : loi de transformation de la Fonction Publique

Les élections professionnelles organisées en 2014 et 2018

L'installation et la gestion de nouvelles instances : les Commissions Consultatives Paritaires pour les agents contractuels.



Contactez le CDG 64



CDG 64
Maison des Communes
Cité administrative - Rue Auguste Renoir
CS 40609 - 64006 PAU Cedex



05 59 84 40 40



direction@cdg-64.fr



www.cdg-64.fr

